

ÉVALUATION STRATÉGIQUE PANORAMA DE LA MENACE AU PAYS

La présente évaluation vise à brosser un tableau des menaces susceptibles d'avoir des répercussions nationales sur l'ordre public, la sécurité publique et la campagne de vaccination contre la COVID-19. L'information ici contenue est tirée de rapports émanant de divisions de la GRC, de partenaires d'application de la loi, de recherches effectuées dans les dossiers de la GRC et de sources ouvertes (en date du 23 novembre 2021). L'ERCCI continue de surveiller la situation et les nouvelles menaces et fournira des mises à jour périodiques ou au besoin.

FAITS SAILLANTS

- Le mouvement engendré par l'appel à la solidarité avec la Première Nation Wet'suwet'en prend de l'ampleur. D'autres actions planifiées ou spontanées de nature à troubler l'ordre public et à perturber des infrastructures essentielles sont à prévoir en guise de riposte aux interventions de la GRC à l'égard des manifestations contre le projet de gazoduc Coastal GasLink (CGL).
- L'ERCCI estime que l'autorisation de procéder à la vaccination des enfants et la mise en œuvre de l'obligation vaccinale par certains employeurs et certaines provinces continueront de faire augmenter l'opposition aux mesures gouvernementales.
- Les menaces visant la campagne de vaccination peuvent prendre la forme d'incidents spontanés provoqués par des individus dissidents ou opportunistes, particulièrement dans le cadre de manifestations organisées devant des cliniques de vaccination qui accueillent les enfants et les adolescents. L'ERCCI ne possède aucune information nouvelle sur une quelconque tentative coordonnée de sabotage ou de perturbation de la chaîne d'approvisionnement des vaccins.

MENACES POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

OPPOSITION AU GAZODUC COASTAL GASLINK (CGL) – RIVIÈRE MORICE, COLOMBIE-BRITANNIQUE

Risque de criminalité persistante et d'actions de solidarité pouvant avoir des répercussions sur la sécurité du public ou des policiers.

Le 18 novembre 2021, la Division E a lancé une « opération de sauvetage et d'application de la loi » qui a permis d'appréhender un groupe de manifestants qui bloquaient illégalement l'accès à un camp de travailleurs de CGL depuis le 14 novembre précédent. L'opération s'est soldée par 14 arrestations¹. Elle s'est poursuivie le 19 novembre afin de dégager les obstructions et de faire sortir les personnes qui se trouvaient à l'intérieur de structures assimilables à des bâtiments, ce qui a mené à 15 arrestations de plus². Cette opération a suscité des actions de solidarité partout au pays (les détails concernant les actions de solidarité initiales sont fournis dans l'évaluation stratégique de la menace [ESM] n° 01 de l'ERCCI, datée du 2021-11-19; les détails concernant les actions de solidarité posées en octobre 2021 sont fournis dans le panorama de la menace au pays [PMP] n° 2021-05 de l'ERCCI, daté du 2021-10-27).

Renseignement national de la Police fédérale – Équipe de renseignement sur la criminalité à caractère idéologique (ERCCI)

Le présent document et les renseignements qu'il contient appartiennent à la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins strictes d'application de la loi. Il ne peut être reclassifié ou diffusé à un plus large auditoire. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, ou encore à toute fin juridique ou judiciaire sans le consentement écrit de la GRC. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. On doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour prévenir toute diffusion non autorisée des renseignements. Pour toute demande, veuillez communiquer avec : **Irrelevant**



Depuis le 19 novembre 2021, l'ERCCI a observé au Canada plus de 25 actions de solidarité liées à cette situation³. Ces actions ont jusqu'à maintenant pris la forme d'incidents ciblant des infrastructures essentielles (barrages ferroviaires et routiers) et d'événements troublant l'ordre public (perturbations temporaires de la circulation). Comme la GRC a mené, en sa qualité de service de police compétent, l'intervention initiale à l'égard des opposants au projet CGL, des manifestations planifiées ou spontanées ont eu lieu devant certains de ses détachements. Voici quelques exemples de ces actions de solidarité :

- Le 18 novembre, un barrage (qui est toujours en place) a été érigé sur l'autoroute 6 à Caledonia (Ont.)⁴.
- Le 19 novembre, une manifestation a eu lieu à Burnaby (C.-B.), devant le détachement de la GRC⁵.
- Le 21 novembre, une voie ferrée a été bloquée pendant trois heures à Toronto (Ont.)⁶.
- Le 21 novembre, des pneus ont été brûlés sur des voies ferrées du Canadien National (CN) à Montréal (Qc)⁷.
- Le 23 novembre, l'entrée de Shell Canada Products Limited, à Hamilton (Ont.), a été bloquée⁸.

Un appel à l'action intitulé *Call to Action : Stand with Land Defenders, Stand with Wet'suwet'en* a été lancé sur les médias sociaux le 21 novembre 2021⁹ pour la semaine suivante, soit du 22 au 29 novembre. Outre cet appel, divers particuliers ainsi que des groupes autochtones, des groupes œuvrant pour la justice sociale et des groupes de défense de l'environnement continuent d'annoncer de nombreux événements de nature à troubler l'ordre public qui se poursuivront vraisemblablement au-delà du 29 novembre 2021.

Des blogues anarchistes prônent le recours à des tactiques illégales pour bloquer des routes et des chemins de fer, par exemple en y érigeant des barrages et en y faisant brûler des objets. Cela montre que dans les milieux où l'on embrasse des vues anarchistes et hostiles à l'autorité¹⁰ qui soulèvent des craintes pour la sécurité du public et de la police, les gestes de solidarité de ce genre recueillent des appuis pour des raisons idéologiques. Un populaire blogue anarchiste canadien a d'ailleurs republié un texte datant de 2020 qui offre des conseils pratiques sur le sabotage ferroviaire, la destruction de cabines de signalisation et de rails de chemin de fer ainsi que les façons d'éviter de laisser des empreintes digitales ou des traces d'ADN qui pourraient servir à des fins d'identification^a. Étant donné la nature illicite des actes proposés, il est improbable que des plans précis concernant l'emploi de tels moyens pour perturber des infrastructures essentielles soient annoncés à l'avance dans des sources ouvertes. Des renseignements fournis par la Police du CN^b font état de trois incidents de sabotage de chemins de fer au Québec. Les actes en question ont été revendiqués dans des publications faites sur des médias sociaux anarchistes¹¹. Les photos et les descriptions fournies par la Police du CN figurent ci-dessous¹².

^a Un billet de blogue intitulé *Un appel d'allochtones à allochtones à perturber les voies ferrées en solidarité avec les Wet'suwet'en* a été publié sur la page Web Montréal Contre-information, qui se décrit comme un site voué aux « nouvelles et analyses anarchistes et antiautoritaires ».

^b La Police du CN protège les infrastructures ferroviaires et mène les enquêtes les concernant.



Figure 1. L'Isle-Verte (Qc) : Des sujets inconnus ont installé un shunt sur la voie ferrée en perçant un trou dans une selle de rail et en y insérant un fil de cuivre tenu en place par une vis. Le fil était caché sous le ballast.



Figure 2. Saint-Ulric (Qc) : Des sujets inconnus ont installé un shunt sur la voie ferrée en y plaçant un fil de cuivre reliant les rails.

De plus, ils ont tenté soit de souder le fil au rail en utilisant de la thermité (ce qui n'a pas fonctionné), soit de compromettre l'intégrité du rail en créant une saillie sur le dessus.



Figure 3. Saint-Arsène (Qc) : Des sujets inconnus ont percé sur le côté du rail un trou dans lequel ils ont inséré un fil de cuivre tenu en place par une vis. Le fil était caché sous le ballast.

L'attitude générale envers la police, plus précisément la GRC, est négative. Des vidéos d'arrestations circulent et le thème de la brutalité policière anime les discussions entourant les actions de solidarité. D'après des renseignements fournis par la Division E, il y a eu diffusion d'allégations selon lesquelles la GRC aurait empêché la livraison de denrées alimentaires et de fournitures médicales aux camps de manifestants, employé une force excessive et eu recours à des chiens d'attaque¹³. La

Page 3 de 10

Renseignement national de la Police fédérale – Équipe de renseignement sur la criminalité à caractère idéologique (ERCCI)

Le présent document et les renseignements qu'il contient appartiennent à la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins strictes d'application de la loi. Il ne peut être reclassifié ou diffusé à un plus large auditoire. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, ou encore à toute fin juridique ou judiciaire sans le consentement écrit de la GRC. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. On doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour prévenir toute diffusion non autorisée des renseignements. Pour toute demande, veuillez communiquer avec : **Irrelevant**

diffusion de telles faussetés pourrait accroître l'hostilité envers les policiers lors d'interactions avec le public.

Les personnes d'un bout à l'autre du pays qui sont unies par des doléances communes peuvent se mobiliser rapidement en réponse aux appels à la solidarité. Les conditions météorologiques extrêmes qui se sont abattues sur la Colombie-Britannique récemment ont aggravé les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement, et l'ajout d'éventuels barrages pourrait exacerber la situation encore davantage. Si des actes commis à l'égard d'infrastructures essentielles entraînaient des répercussions qui se faisaient sentir au sein de la population, des gens pourraient se mettre à réclamer des contre-manifestations et le démantèlement des barrages actuellement en place. Ce genre de situation pourrait donner lieu à des violences. Bien que les tactiques de blocage fassent l'objet de critiques en ligne, aucune contre-manifestation n'était prévue au moment de la rédaction de la présente évaluation.

Ce n'est pas la première fois que l'on observe des actes de solidarité à l'appui des chefs héréditaires des Wet'suwet'en qui s'opposent au projet CGL. En février 2020, d'importants barrages ferroviaires ont été érigés partout au Canada.

L'ERCCI estime que le mouvement engendré par l'appel à la solidarité avec la Première Nation Wet'suwet'en prend de l'ampleur. D'autres actions planifiées ou spontanées de nature à troubler l'ordre public et à perturber des infrastructures essentielles sont à prévoir en guise de riposte aux interventions de la GRC à l'égard des manifestations contre le projet CGL.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES – MOBILISATION NATIONALE

Risque de criminalité et d'actions à l'échelle nationale.

Des groupes environnementalistes ont été actifs depuis le précédent rapport. De nombreuses discussions et démarches d'organisation coïncident avec les actes de solidarité aux Wet'suwet'en. Parmi les slogans inscrits sur les pancartes à la manifestation organisée par Extinction Rebellion à l'Aéroport international Pearson à la fin d'octobre, on pouvait lire « *Hands off Wet'suwet'en* » (Ne touchez pas aux Wet'suwet'en).¹⁴

De façon générale, les groupes environnementalistes semblent croire que la COP26^c a été un échec et que le gouvernement fédéral continue de faire fi des changements climatiques. Le 12 novembre 2021, trois personnes ont été arrêtées pour méfait pendant une manifestation contre les changements climatiques après que des empreintes de main ont été peintes en rouge sur un immeuble d'Environnement Canada à Vancouver.¹⁵ Le 22 novembre 2021, une manifestation pacifique contre les énergies fossiles a eu lieu à l'extérieur du cabinet du premier ministre et du Conseil privé pour demander que des mesures soient prises en lien avec la *Just Transition Act*.^{d 16}

Des groupes environnementalistes estiment que les récentes inondations et coulées de boue en Colombie-Britannique sont des menaces climatiques qui, jumelées avec les canicules et les feux de forêt de l'été dernier, ne peuvent plus être ignorées et sont des indicateurs d'une crise climatique alimentée par des politiques qu'ils estiment ancrées dans le colonialisme, le capitalisme et l'exploitation du territoire autochtone. Il circule aussi des critiques du rôle de la GRC dans l'application de l'injonction visant Coastal GasLink (CGL), ce qui indique une perception que des ressources policières devraient être affectées au soutien aux interventions liées aux conditions climatiques extrêmes qui touchent la Colombie-Britannique plutôt qu'à la surveillance policière des défenseurs des terres.

L'ERCCI estime que d'autres événements troublant l'ordre public liés aux enjeux climatiques sont à prévoir, ainsi que des manifestations d'opposition aux gazoducs.

EXPLOITATION DES FORÊTS ANCIENNES - SUD-OUEST DE L'ÎLE DE VANCOUVER, COLOMBIE-BRITANNIQUE (C.-B.)

Risque d'actions criminelles, d'actions de solidarité et de contre-manifestations susceptibles d'avoir des répercussions sur la sécurité publique ou la sécurité des policiers.

Le 17 novembre 2021, la cour d'appel de Colombie-Britannique a pris en délibéré l'injonction interdisant à toute personne d'entraver ou d'empêcher l'exploitation forestière ou d'y nuire.¹⁷ Les juges n'ont pas indiqué à quelle date ils rendraient leur décision et l'injonction temporaire demeure en vigueur.¹⁸ Depuis mai 2021, 1168 personnes ont été arrêtées.¹⁹

^c La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques COP26 s'est tenue du 31 octobre au 12 novembre en Écosse et les pays invités y ont discuté de l'atteinte de leurs objectifs dans la lutte contre les changements climatiques. <https://www.ctvnews.ca/climate-and-environment/cop26-glossary-understand-the-terms-issues-at-un-climate-summit-1.5627369>

^d La *Just Transition Act* porte sur les répercussions socioéconomiques des politiques sur le climat du Canada et de l'engagement du pays à soutenir l'avenir et les moyens de subsistance des travailleurs et de leurs communautés dans la transition vers une économie mondiale à faible émission de carbone. <https://www.policyalternatives.ca/roadmap>

On continue de trouver dans les médias sociaux plusieurs messages pour encourager les gens à se réunir pour manifester à Fairy Creek. Toutefois, en novembre, les discussions en ligne sur les actes de solidarité aux Wet'suwet'en ont éclipsé la question de l'abattage de forêts anciennes puisque ce sont en partie les mêmes personnes et les mêmes groupes qui soutiennent les deux causes.

Depuis le précédent rapport, le projet du gouvernement de la Colombie-Britannique de reporter l'abattage de forêts anciennes²⁰ a suscité un débat dans le secteur de l'exploitation forestière. De plus, des manifestants inquiets à l'idée d'éventuelles pertes d'emploi se sont rassemblés pour s'exprimer en faveur de l'abattage en Colombie-Britannique.²¹

L'ERCCI estime toujours que, selon les médias sociaux, les manifestants prévoient demeurer dans le secteur; toute arrestation sera perçue de façon négative et pourrait susciter des gestes de solidarité ailleurs au pays.

CONFLIT SUR LA PÊCHE – BAIE STE-MARIE, NOUVELLE-ÉCOSSE (N.-É.)

D'éventuelles activités de pêche non autorisées et tensions accrues entre pêcheurs autochtones et non autochtones pourraient avoir des répercussions sur la sécurité du public ou la sécurité des policiers.

En septembre 2020, la Première Nation de Sipekne'katik a lancé une pêche au homard autoréglementée à laquelle s'opposent les pêcheurs non autochtones (commerciaux), ce qui a entraîné des actes de violence, des dégâts matériels et des incendies criminels.²² En juillet 2021, la Première Nation de Sipekne'katik a ouvert la pêche à des fins alimentaires, sociales et cérémoniales à l'extérieur de la saison commerciale, qui était régie par le ministère des Pêches et des Océans du Canada.²³ Depuis août 2021, à la Baie Ste-Marie, la communauté de Sipekne'katik pêche le homard à différents moments de l'année en vertu d'un traité autoréglementé.²⁴ Ces pêches sont conformes aux règles de la bande, mais ne sont pas régies par le ministère des Pêches et des Océans et ne sont visées par aucune restriction commerciale.

Plusieurs incidents ont eu lieu dans le secteur depuis le précédent rapport, notamment :

- Le 29 octobre 2021, une vidéo a été publiée dans les médias sociaux : on y voyait un pêcheur de la communauté de Sipekne'katik lançant des casiers à homards au port de Digby pour protester contre le système de surveillance du ministère des Pêches et des Océans, qui consiste à percer des trous dans les queues des homards pour montrer qu'ils ont été pêchés à des fins alimentaires, sociales et rituelles. La vidéo a soulevé des préoccupations pour le ministère des Pêches et des Océans et le chef de la communauté de Sipekne'katik en matière de conservation.²⁵ Puisque les homards marqués ne peuvent pas être vendus sur le plan commercial, la perception que les pêcheurs qui pêchent à des fins alimentaires, sociales et rituelles vendent leurs prises pourrait exacerber les tensions avec les pêcheurs commerciaux.
- Le 30 octobre 2021, un capitaine de navire de pêche originaire de la réserve Indian Brook, qui fait partie de la Première nation de Sipekne'katik, aurait chassé de la baie Ste-Marie un navire de la Garde côtière canadienne. Le capitaine a été accusé de manœuvre dangereuse d'un navire, d'entrave à un agent de la paix et d'avoir proféré des menaces.²⁶

Page 6 de 10

Renseignement national de la Police fédérale – Équipe de renseignement sur la criminalité à caractère idéologique (ERCCI)
Le présent document et les renseignements qu'il contient appartiennent à la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins strictes d'application de la loi. Il ne peut être reclassifié ou diffusé à un plus large auditoire. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, ou encore à toute fin juridique ou judiciaire sans le consentement écrit de la GRC. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. On doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour prévenir toute diffusion non autorisée des renseignements. Pour toute demande, veuillez communiquer avec : **Irrelevant**

Le 18 novembre 2021, l'honorable Joyce MURRAY s'est rendue dans les provinces de l'Atlantique après avoir été nommée ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne. Elle a confirmé que le gouvernement fédéral était habilité à réglementer la pêche de subsistance convenable et qu'il collaborera avec les communautés autochtones afin de le faire dans un souci de durabilité.²⁷

Les zones de pêche au homard près de la baie Ste-Marie devraient ouvrir à la pêche commerciale le 29 novembre 2021.²⁸ Les pêcheurs de la Première Nation de Sipekne'katik n'ont pas exprimé l'intention de cesser leurs activités à ce moment. s.37

s.37

À l'heure actuelle, rien ne laisse entrevoir de nouveaux événements troublant l'ordre public en Nouvelle-Écosse comme on en a vu par le passé,³⁰ ou la tenue d'autres événements du genre ailleurs au pays. L'ERCCI continue de surveiller la situation.

CAMPAGNE D'AFFICHAGE ET MARCHES « WHITE LIVES MATTER »

Risque d'actions de solidarité et de contre-manifestations susceptibles d'avoir des répercussions sur la sécurité publique ou la sécurité des policiers.

Des événements publics « White Lives Matter » (WLM) ont été annoncés un peu partout dans le monde depuis mars 2021. Bien qu'on ait vu des affiches WLM dans plusieurs villes du pays, les événements troublant l'ordre public se sont jusqu'à présent limités à l'Ontario, où des manifestations ont lieu chaque mois depuis avril 2021. Ces événements ont drainé peu de foules, et aucun incident violent n'a été déploré. Selon les sources ouvertes, la plus récente manifestation, qui était prévue pour le 13 novembre, n'a pas eu lieu. Des groupes canadiens WLM continuent de discuter activement en ligne, mais aucune annonce d'événement troublant l'ordre public n'a été trouvée pour l'instant.

Nos recherches dans les sources ouvertes et les renseignements communiqués par des services d'application de la loi partenaires ne révèlent rien d'inquiétant pour la sécurité publique de la part des manifestants ou des contre-manifestants qui seront présents aux événements WLM.

MANIFESTATIONS CONTRE LE CONFINEMENT, LE PORT DU MASQUE ET LES VACCINS

Risque de violation des restrictions de santé publique. Risque de manifestations susceptibles d'avoir des répercussions sur la sécurité publique ou des policiers.

L'ERCCI estime que l'opposition à la vaccination obligatoire et aux passeports vaccinaux continue de croître et pourrait entraîner des actes de violence. La perturbation des cérémonies du jour du Souvenir en Colombie-Britannique durant la période visée par le présent rapport témoigne d'une autre escalade des tensions liées à ce mouvement. Des événements troublant l'ordre public hebdomadaires impliquant des individus motivés par des raisons idéologiques et des personnes qui, habituellement, ne participent pas à des manifestations ou n'exposent pas leur opinion politique en ligne ont continué d'avoir lieu à la même fréquence durant la période visée par le présent rapport. Depuis que le Canada a autorisé la vaccination des enfants, des internautes expriment leurs craintes que les enfants soient forcés d'être vaccinés et échangent de l'information provenant de partout dans le monde selon laquelle des enfants auraient eu de graves réactions au vaccin, ce qui, selon l'ERCCI, pourrait accroître

la fréquence des manifestations. D'après des messages publiés dans des médias sociaux faisant partie de réseaux anti-vaccin, des manifestations seront organisées près de certains lieux de vaccination d'enfants. À l'heure actuelle, les emplacements de cliniques de vaccination temporaires circulent dans les médias sociaux de réseaux anti-vaccin, et une manifestation prévue le 25 novembre 2021 à l'extérieur d'un lieu où l'on vaccine les enfants à Windsor (Ont.) suscite l'intérêt des médias³¹.

^e La présence d'individus motivés par des raisons idéologiques ne signifie pas nécessairement qu'il y a présence de criminalité motivée par une idéologie ou de violence motivée par l'idéologie. Dans l'espace non criminel, les activités à caractère idéologique comprennent des manifestations de racisme, de sectarisme et de misogynie et des manifestations légales.

L'ERCCI estime qu'il pourrait y avoir une hostilité accrue durant des manifestations près de lieux de vaccination d'enfants.

Plusieurs incidents notables ont eu lieu depuis le précédent rapport :

- Le 3 novembre 2021, les gouvernements du Québec et de l'Ontario ont annoncé que les vaccins ne seraient pas obligatoires pour les travailleurs de la santé actuels en raison des répercussions que cette mesure pourrait avoir sur le système de soins de santé³². Plusieurs administrations d'établissements hospitaliers ont néanmoins adopté leurs propres politiques relativement à la vaccination obligatoire, ce qui nuit à la dotation en personnel. Par exemple, dans la région de Waterloo, 102 travailleurs de la santé ont perdu leur emploi du fait qu'ils ne se sont pas conformés aux exigences de vaccination de l'hôpital pour lequel ils travaillaient³³. Plusieurs reportages diffusés en novembre portaient sur les inquiétudes exprimées par des travailleurs de la santé au sujet du harcèlement dont ils font l'objet et de menaces qu'ils ont reçues, plus particulièrement après avoir fait circuler de l'information sur la sécurité des vaccins³⁴.
- Le 7 novembre 2021, les activités de certains aéroports canadiens ont été perturbées en raison de la présence d'une personne connue du mouvement d'opposition au confinement, au port du masque et aux vaccins qui continue d'attirer un auditoire engagé. C'est le convoi de véhicules à l'aéroport de Calgary qui a suscité le plus de discussions : 17 assignations ont été délivrées par des agents en vertu de la *Traffic Safety Act*, et l'organisateur de la manifestation a été mis en état d'arrestation et accusé d'un chef de méfait³⁵. Dans l'ensemble, il semble que ces activités n'aient pas entraîné le niveau de perturbation attendu des manifestants.
- Le 11 novembre 2021, des opposants à la vaccination ont perturbé les cérémonies du jour du Souvenir en C.-B.³⁶. L'interruption d'un événement aussi symbolique montre la montée du mouvement d'opposition au confinement, au port du masque et aux vaccins, plus particulièrement en ce qui a trait au lieu des manifestations. D'ailleurs, avant la pandémie, les perceptions négatives associées au fait de manifester à l'extérieur d'hôpitaux et d'écoles auraient nui à la cause.
- Le 15 novembre 2021, l'itinéraire du premier ministre Trudeau en vue d'une visite à Edmonton a circulé dans les médias sociaux. Les messages qui accompagnaient la publication de l'itinéraire renfermaient des invitations à manifester et à arrêter le premier ministre Trudeau, le premier ministre Kenney, la vice-première ministre et leurs associés³⁷. De plus, selon de l'information tirée d'Internet, certaines personnalités promptes à exprimer leur opposition ont fait des publications sur la possibilité de suivre le premier ministre Trudeau pendant sa visite³⁸. S'il n'était pas rare avant les 44^e élections générales au Canada que des individus cherchent à obtenir l'itinéraire du premier ministre et qu'ils organisent une manifestation, il semble que les intentions de suivre les déplacements de hauts fonctionnaires soient la continuation des tactiques employées par ce mouvement et observées pendant la campagne électorale.
- Le 20 novembre 2021, la cinquième manifestation mondiale pour la liberté a eu lieu dans plusieurs villes canadiennes. Les rassemblements n'ont pas fait l'objet d'une couverture médiatique importante, et aucun incident majeur n'y a été signalé.

Page 9 de 10

Renseignement national de la Police fédérale – Équipe de renseignement sur la criminalité à caractère idéologique (ERCCI)
Le présent document et les renseignements qu'il contient appartiennent à la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins strictes d'application de la loi. Il ne peut être reclassifié ou diffusé à un plus large auditoire. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, ou encore à toute fin juridique ou judiciaire sans le consentement écrit de la GRC. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. On doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour prévenir toute diffusion non autorisée des renseignements. Pour toute demande, veuillez communiquer avec : **Irrelevant**

Au Canada, les nouvelles d'un quatrième confinement en Autriche³⁹ alimentent les discours de ségrégation et de division entre les personnes vaccinées et les personnes non vaccinées, ce qui renforce les affirmations de certaines personnalités canadiennes qui s'expriment haut et fort sur l'ingérence incessante du gouvernement.

L'ERCCI estime qu'il y aura une augmentation du nombre de messages d'opposition à la vaccination, au confinement et au port du masque et d'événements troublant l'ordre public.

APERÇU DES MENACES PESANT SUR LA CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Les menaces visant la campagne de vaccination peuvent prendre la forme d'incidents spontanés provoqués par des individus dissidents ou opportunistes. Une clinique de vaccination mobile à Sarnia (Ont.) a dû fermer plus tôt que prévu par mesure de précaution à la suite de propos menaçants formulés par des anti-vaccins⁴⁰. Si de tels manifestants se rassemblent à l'extérieur de cliniques pendant la campagne de vaccination des enfants, le personnel pourrait annuler ou reporter des rendez-vous par mesure de sécurité pour les employés et les patients. Des policiers aux É.-U.⁴¹ et en Australie⁴² se sont présentés sur les lieux de manifestations contre les vaccins à l'extérieur de cliniques, où des manifestants ont proféré des menaces à l'endroit du personnel en présence d'enfants.

À l'échelle nationale, les responsables d'établissements de soins médicaux et de bureaux gouvernementaux ont dit avoir reçu des « avis de responsabilité » et des lettres « de cessation » mettant en avant un discours anti-vaccination⁴³. Ces lettres, envoyées par une personne populaire sur le Web qui s'autodéclare « chef de l'État et commandante en chef du Canada », contiennent des propos violents et menaçants et pourraient être adressées à des écoles et à des conseils scolaires durant la campagne de vaccination des enfants. Récemment, cette personne a ordonné à ses abonnés d'abattre quiconque tenterait d'injecter un vaccin contre la COVID-19 aux enfants de moins de 19 ans⁴⁴. Par le passé, l'envoi de telles lettres a été considéré comme une nuisance pour les agents de la santé publique et les policiers; cela dit, il est possible que certains des abonnés de cette personne commettent réellement des actes violents ou criminels motivés par les déclarations de plus en plus enflammées de leur chef. À l'heure actuelle, l'ERCCI ne possède aucune information nouvelle sur toute tentative coordonnée de sabotage ou de perturbation de la chaîne d'approvisionnement ou du transport des vaccins.

Tandis que l'on continue de voir apparaître des stratagèmes d'attestation frauduleuse de vaccination et que des personnes non vaccinées tentent de trouver des façons de contourner les politiques de vaccination obligatoire⁴⁵, ces tentatives risquent peu de nuire aux campagnes de vaccination. Un employé du gouvernement de l'Ontario était l'une des deux personnes inculpées pour atteinte à la sécurité du système en ligne de prise de rendez-vous pour les vaccins, que les individus ont utilisé pour accéder à des renseignements personnels en vue de commettre des fraudes ciblées par hameçonnage⁴⁶. Bien que cette infraction semble avoir été motivée par l'appât du gain, elle met en évidence la possibilité que des menaces au sein d'organisations puissent traiter des renseignements de nature délicate au sujet de la campagne de vaccination.

Page 10 de

Renseignement national de la Police fédérale – Équipe de renseignement sur la criminalité à caractère idéologique (ERCCI)
Le présent document et les renseignements qu'il contient appartiennent à la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins strictes d'application de la loi. Il ne peut être reclassifié ou diffusé à un plus large auditoire. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, ou encore à toute fin juridique ou judiciaire sans le consentement écrit de la GRC. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. On doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour prévenir toute diffusion non autorisée des renseignements. Pour toute demande, veuillez communiquer avec : **Irrelevant**

Rédigé par : Équipe des renseignements sur la criminalité à caractère idéologique (ERCCI)

Approuvé par : Directeur des renseignements stratégiques, Renseignement national de la Police fédérale

- ¹ <https://bc-cb.rcmp-grc.gc.ca/ViewPage.action?languageId=4&siteNodeId=2087&contentId=72197>
- ² *Ibid.*
- ³ <https://www.facebook.com/events/1773340219540489/>
- ⁴ <https://www.cbc.ca/news/canada/hamilton/highway-6-indigenous-blockade-1.6255054>
- ⁵ <https://burnabybeacon.com/article/protest-wetsuweten-blockade-burnaby/>
- ⁶ <https://www.thestar.com/news/gta/2021/11/21/toronto-demonstration-held-in-solidarity-with-wetsuweten-land-defenders-in-bc.html>
- ⁷ <https://twitter.com/submedia/status/1462584342559944708>
- ⁸ <https://twitter.com/DefundHPS/status/1463129977281515529>
- ⁹ <https://www.facebook.com/events/421542176355792/>
- ¹⁰ <https://itsgoingdown.org/canadian-tire-fire-20/>
- ¹¹ <https://www.instagram.com/p/CWoGC2JN7ua/>
- ¹² Courriel de la Police du CN daté du 2021-11-23.
- ¹³ <https://bc-cb.rcmp-grc.gc.ca/ViewPage.action?languageId=4&siteNodeId=2087&contentId=72172>
- ¹⁴ <https://www.facebook.com/xrgta/posts/115189300950975>
- ¹⁵ <https://bc.ctvnews.ca/red-hand-prints-placed-on-environment-canada-building-during-climate-rally-3-people-arrested-1.5664975>
- ¹⁶ <https://www.facebook.com/events/193510762961326>
- ¹⁷ <https://vancouverisland.ctvnews.ca/court-reserves-injunction-decision-in-fairy-creek-old-growth-logging-protests-1.5669739>
- ¹⁸ *Ibid.*
- ¹⁹ [GRC en C.-B. - Mise à jour n° 119 sur l'application par la police de l'ordonnance d'injonction dans le bassin hydrographique du ruisseau Fairy \(rcmp-grc.gc.ca\)](https://www.rcmp-grc.gc.ca/hydrographique-du-ruisseau-fairy)
- ²⁰ <https://vancouverisland.ctvnews.ca/indigenous-leaders-concerned-over-b-c-s-process-for-old-growth-logging-deferrals-1.5653831>
- ²¹ <https://ckpgtoday.ca/2021/11/17/log-drivers-protest-logging-deferrals-in-smithers/>
- ²² <https://atlantic.ctvnews.ca/lobster-catch-destroyed-vehicle-burned-as-tension-rises-over-indigenous-fishery-in-n-s-1.5144540>
- ²³ <https://www.halifaxexaminer.ca/featured/its-been-a-year-since-violence-erupted-on-the-south-shore-but-the-cases-of-dozens-of-people-facing-charges-are-in-limbo-and-the-status-of-the-moderate-livelihood-fishery-remains-unresolved/>
- ²⁴ <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/nova-scotia-first-nation-treaty-fishery-monday-1.6140089>
- ²⁵ <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/sipekne-katik-fisherman-lobster-protest-1.6230615>
- ²⁶ <https://globalnews.ca/news/8374351/ns-fishing-vessel-operator-charged/>
- ²⁷ <https://www.cbc.ca/news/canada/nova-scotia/new-dfo-minister-visits-atlantic-canada-1.6255624>
- ²⁸ <https://www.cjls.com/2021/11/02/dfo-approves-two-day-flexibility-for-lobster-fishing-opening-day/>
- ²⁹ s.37
- ³⁰ <https://atlantic.ctvnews.ca/nova-scotia-lobster-fishermen-protest-out-of-control-first-nations-fishery-1.5106027>
- ³¹ <https://www.cbc.ca/news/canada/windsor/windsor-anti-vaccination-protests-police-1.6259907>
- ³² <https://globalnews.ca/news/8348623/covid-vaccine-mandate-health-workers-ontario-quebec/>
- ³³ <https://www.therecord.com/news/waterloo-region/2021/11/19/102-hospital-staff-in-waterloo-region-lose-job-for-not-getting-covid-19-vaccine.html>
- ³⁴ <https://globalnews.ca/news/8361278/canada-doctors-covid-online-hate/>
- ³⁵ <https://calgaryherald.com/news/local-news/convoy-protest-at-calgary-airport-does-not-cause-disruption-to-operations>
- ³⁶ <https://bc.ctvnews.ca/it-s-just-so-perverse-vaccine-opponents-seize-on-remembrance-day-to-spread-message-in-several-b-c-cities-1.5662657>
- ³⁷ <https://www.facebook.com/CalgaryFreedomCentral/posts/346992767192631>
- ³⁸ <https://twitter.com/ARCCollective/status/1460445128972070916>

Page 11 de

Renseignement national de la Police fédérale – Équipe de renseignement sur la criminalité à caractère idéologique (ERCCI)
Le présent document et les renseignements qu'il contient appartiennent à la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins strictes d'application de la loi. Il ne peut être reclassifié ou diffusé à un plus large auditoire. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, ou encore à toute fin juridique ou judiciaire sans le consentement écrit de la GRC. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. On doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour prévenir toute diffusion non autorisée des renseignements. Pour toute demande, veuillez communiquer avec : **Irrelevant**

³⁹ <https://globalnews.ca/news/8392136/austria-4th-covid-19-lockdown-begins/>

⁴⁰ <https://lfpres.com/news/local-news/unfortunate-that-it-did-happen-here-in-sarnia-protesters-threats-forced-bus-vax-clinic-to-close-early>

⁴¹ <https://krdo.com/news/2021/11/22/threats-cancel-clinics-to-help-pueblo-county-kids-get-covid-19-vaccine/>

⁴² <https://www.abc.net.au/news/2021-11-19/two-people-charged-over-anti-vaccination-protest-in-joondalup/100636234>

Page 12 de

Renseignement national de la Police fédérale – Équipe de renseignement sur la criminalité à caractère idéologique (ERCCI)

Le présent document et les renseignements qu'il contient appartiennent à la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins strictes d'application de la loi. Il ne peut être reclassifié ou diffusé à un plus large auditoire. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, ou encore à toute fin juridique ou judiciaire sans le consentement écrit de la GRC. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. On doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour prévenir toute diffusion non autorisée des renseignements. Pour toute demande, veuillez communiquer avec : **Irrelevant**

⁴³ <https://www.cbc.ca/news/canada/london/completely-false-anti-vaccine-cease-and-desist-order-prompts-complaints-to-police-1.6088212> ; <https://www.vice.com/en/article/3aqvkw/qanons-are-harassing-people-at-the-whim-of-a-woman-they-say-is-canadas-queen-romana-didulo>

s.37

⁴⁵ <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatoon/covid-19-vaccine-fraud-saskatchewan-pharmacies-1.6234522> ; <https://ottawa.ctvnews.ca/gatineau-que-man-facing-charges-in-ottawa-in-phony-vaccine-certificate-scheme-1.5639283> ; <https://globalnews.ca/news/8348366/covid-19-concern-mounts-fake-vaccine-exemption-letters-bc/>

⁴⁶ <https://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/ontario-province-vaccine-system-breach-arrests-1.6259544>

Page 13 de

Renseignement national de la Police fédérale – Équipe de renseignement sur la criminalité à caractère idéologique (ERCCI)

Le présent document et les renseignements qu'il contient appartiennent à la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Il est expressément prêté à votre organisme à titre confidentiel et aux fins strictes d'application de la loi. Il ne peut être reclassifié ou diffusé à un plus large auditoire. Il ne peut être utilisé dans des affidavits, ou encore à toute fin juridique ou judiciaire sans le consentement écrit de la GRC. La présente mise en garde fait partie intégrante de ce document et doit accompagner tous les renseignements qui en sont extraits. On doit prendre toutes les mesures raisonnables nécessaires pour prévenir toute diffusion non autorisée des renseignements. Pour toute demande, veuillez communiquer avec : **Irrelevant**